

Déclaration de principes de SYNDIBASA / Alliance des syndicats de base

Préambule

Nous rendons publique notre déclaration de principes alors que sévit la crise sanitaire du Covid-19. Cette pandémie a pris des milliers de vie dont beaucoup de personnes âgées et retraitée. Elle frappe avec une force particulière les classes populaires et le monde du travail.

Cette période dont nous n'entrevoions pas la fin, malgré les déclarations officielles qui peuplent l'état de siège médiatique, restera gravée dans notre mémoire collective. En cette année 2020, les tromperies de ces minorités privilégiées, des ces élites politiques, économiques et financières, sont mises à nu. Toutes les déclarations de l'idéologie néo-libérale qui prétendaient assurer la prospérité, le progrès et le bien-être s'avèrent être des mensonges aussi misérables que spectaculaires. La dureté des temps n'arrêtera pas notre lutte.

Nous sommes SYNDIBASA, Alliance des syndicats de base. Nous voulons fédérer les syndicats de base et les organisations intervenant dans le monde du travail, à partir de ses différentes situations et conditions. Il s'agit de joindre à l'action syndicale de lutte et de défense proprement dite, des éléments d'action populaire prenant en charge des réalités nouvelles, notamment nées de la précarité et du chômage structurel.

Nous voulons nous rassembler, être solidaires, développer de l'entraide pour accroître notre force commune et, par notre intervention, construire un rapport de force qui améliore les conditions de vie et de travail, étende le mouvement d'émancipation et contribue ainsi à transformer la société.

Nous sommes en rupture avec le syndicalisme institutionnel de paix du travail qui empêche le monde du travail de se défendre, de se construire comme puissance, d'imposer ses revendications et de faire avancer les choses. Le syndicalisme de paix du travail est également lié à une prééminence des appareils bureaucratiques sur l'activité militante et l'organisation de base, à une acceptation acritique de l'ordre dominant, à une soumission au capitalisme et à ses stratégies. L'exemple le plus flagrant de cette dérive est sans doute la négociation de conventions collectives de travail menée sans mobilisation et sans construction de rapports de force, aboutissant à la détérioration du cadre légal déjà si mauvais pour les travailleurs/ses, satisfaisant les demandes centrales du patronat en échange d'un abondant financement des appareils syndicaux signataires des CCT accomodantes, via les contributions professionnelles extorquées aux travailleurs/ses dont on brade les intérêts et que l'on ponctionne.

Nous voulons une organisation des travailleurs/ses véritablement autonome du patronat, des centres de pouvoir qui gèrent le système, des institutions et des partis politiques. Une organisation qui agisse dans l'indépendance de classe du salariat et en général du bloc populaire.

Nous entendons apporter notre contribution à l'organisation de base et à l'action des travailleurs/ses, selon le principe qu'on ne peut déléguer à d'autres le combat pour améliorer notre situation, changer les choses, avancer vers l'émancipation sociale.

Nous entendons construire un syndicalisme, et plus largement une organisation du bloc social du travail, alternatif aux pratiques et aux stratégies du syndicalisme institutionnel de paix du travail qui n'assure plus les tâches de défense et de protection du monde du travail et a renoncé

à tout projet de transformation sociale. Nous nous appuyons sur l'action populaire directe comme élément d'organisation, de développement du rapport de force et d'avancée.

Nous voulons un syndicalisme et une organisation générale du travail fédérateurs, ouverts à tous les collectifs et tous/tes les militants qui partagent nos pratiques et nos objectifs de lutte.

Dans la mobilisation, l'organisation et l'intervention depuis les tâches quotidiennes les plus modestes jusqu'aux combats de plus grande envergure, nous faisons croître une dimension de transformation sociale, d'avancée vers l'émancipation.

Pas à pas, en commençant par le quotidien le plus immédiat, nous combattons le modèle de développement économique, social et politique fondé sur l'hégémonie de la finance, du profit et de la compétitivité mais aussi sur le saccage écologique et sur l'inégalité imposée aux femmes et aux groupes sociaux dominés.

Toute notre lutte tend à conjuguer l'amélioration immédiate des conditions de vie, de travail et de liberté avec un mouvement général de démocratisation, d'égalité et de réappropriation sociale des richesses résultants de l'activité commune de l'humanité.

Notre Alliance, SYNDIBASA, est consciente de la menace que représente le réchauffement climatique. Par notre lutte et notre réflexion, nous voulons apporter notre contribution dans la mobilisation pour que les autorités politiques et le Conseil fédéral déclarent l'état d'urgence face au changement climatique. L'état d'urgence est la première étape. Sans elle, rien ne peut être changé.

Les mesures contre le réchauffement climatique ne doivent pas conduire à ce que les travailleurs.euses paient la facture des changements qui devront s'imposer dans l'économie mondialisée. Pour éviter que ces éléments entraînent la paupérisation, l'appauvrissement et un chômage de masse, le pouvoir politique et le Conseil fédéral doivent utiliser les bénéfices de la Banque nationale, décréter une taxe sur le CO2 et introduire un nouvel impôt pour restructurer l'industrie, les transports et la construction. L'argent récolté par ces mesures fiscales devra être redirigé vers les activités les plus touchées par la restructuration.

1^{er} mai 2020